

La Wallonie obligée d'agir dans un contexte budgétaire corseté



©EPA

À la recherche de mesures pour aider les ménages et les entreprises à faire face à l'explosion des prix de l'énergie, le gouvernement wallon rappelle que 2 milliards sont déjà mobilisés pour faciliter les économies d'énergie.

La crise énergétique sera-t-elle la crise de trop pour la Wallonie ? Au lendemain d'un Codeco qui n'a pas permis de dégager des mesures rapides et concrètes suffisantes pour venir en aide aux ménages et aux entreprises, les ministres du gouvernement wallon se réunissaient jeudi pour examiner différentes pistes activables au niveau régional. Mais ici aussi, l'illusion semble de mise...

Comme pour s'en excuser, au sein des cabinets des ministres, les interlocuteurs rappellent en guise de préambule que la Wallonie a très peu de leviers. "C'est l'Europe qui doit agir", dit-on. "Le gouvernement poursuit ses travaux afin d'activer les quelques leviers possibles mais notre marge de manœuvre est très faible", poursuit un autre interlocuteur.

"Le gouvernement poursuit ses travaux afin d'activer les quelques leviers possibles mais notre marge de manœuvre est très faible."

Un interlocuteur

Mais avant de s'en remettre à l'Europe, il y a aussi ce contexte budgétaire wallon plombé par deux crises successives et qui limite le champ du possible. "Il n'est évidemment pas glorieux", s'empresse de rappeler un membre de cabinet en énumérant la crise du covid et les inondations qui ont mis à mal les finances publiques. " Toute aide devra se faire dans le cadre d'un enveloppe fermée ", estime-t-on dans certains cercles wallons. Lisez entre les lignes que pour certains, il est hors de question de jouer une nouvelle fois sur l'endettement de la Wallonie pour financer des mesures.

Cette mise en garde digérée, deux grands leviers sont à l'étude : la baisse de la consommation d'énergie et la réduction de certains frais sur la composante wallonne de la facture d'énergie, notamment sur le volet distribution. La Wallonie pourrait par exemple supprimer les surcharges de service publics demandées aux entreprises. D'autres surcharges comme celles que paient les consommateurs pour l'énergie verte pourraient aussi faire l'objet d'un gel . D'après la RTBF, le gouvernement aurait également demandé au régulateur régional, la Cwape, d'analyser si les distributeurs réalisent des surprofits afin le cas échéant de les redistribuer aux consommateurs.

Bref, cela cogite à l'Elysette, "mais il est bien trop tôt pour donner des détails sur l'une ou l'autre piste sans savoir si elle va être retenue. On doit évaluer les coûts. Les gens attendent qu'on leur donne toutes les mesures et non l'une ou l'autre de manière saupoudrée ", dit-on dans un cabinet ministériel.

Les primes, arme d'auto-défense

Tout en se donnant encore du temps pour atterrir, l'équipe d'Elio Di Rupo veut faire taire la critique et rappelle que la Wallonie a déjà mobilisé plus de deux milliards pour aider les ménages et les entreprises. À travers son plan de relance ou via les budgets ordinaires, la Wallonie va par exemple mobiliser 1 milliard d'euros sur l'ensemble de la législature "pour inciter et faciliter la rénovation énergétique des logements des ménages ", notamment en renforçant les primes pour l'audit énergétique ou en boostant l'octroi des prêts à taux zéro d'intérêt pour la rénovation des bâtiments des ménages . "Les économies réalisées sur la facture permettent ensuite de rembourser le montant des travaux", explique-t-on. D'autres mesures visent un public plus précaire. Une seconde enveloppe de 1 milliard d'euros est également consacrée à soutenir l'efficacité énergétique des bâtiments publics.

Du côté des entreprises, les moyens d'action des outils économiques wallons ont été renforcés de 31 millions en 2021 et de 61 millions en 2022. "Ces moyens ont pour objectif d'accompagner les entreprises dans la transition énergétique et climatique, en vue d'isoler leurs bâtiments, revoir les processus industriels et économiser la consommation d'énergie."

Personne n'est évidemment dupe. Toutes ces mesures visent à répondre à un problème à moyen terme. " Or, l'urgence est de trouver des réponses avant l'hiver ", reconnaît-on.

Le résumé

Le gouvernement wallon enchaîne les réunions afin de dégager à son niveau des mesures d'aide face à la crise énergétique.

Les travaux se font dans un contexte budgétaire délicat et plombé par deux crises successives.

Pointé du doigt, l'exécutif wallon rappelle que deux milliards sont déjà mobilisés pour aider les ménages et les entreprises.